

L'EDUCATION SUFFIRA-T-ELLE ?

JOHN MARSH , l'auteur de cet article a déjà traité le sujet dans une revue New-Yorkaise en 2011.

Les candidats à la présidentielle, nous dit-il, multiplient les propositions qui doivent réformer le système éducatif. Et ce pour lutter contre le chômage, résorber les inégalités, affirmer l'unité de la Nation.

En France comme aux EU, à gauche comme à droite, la salle de classe doit se parer des plus grandes vertus politiques.

Le 19 octobre 2011, dans le New York Times, Nicholas Kristoff, éditorialiste, identifié comme plutôt à gauche, écrivait « que dans tous les reportages qu'il avait faits sur la pauvreté, pas seulement aux E.U d'ailleurs, une bonne éducation constitue le meilleur moyen de s'en sortir. Mais, ajoutait-il, les portes de l'ascenseur social restent fermées aux enfants des milieux défavorisés. »

Mankiw, professeur à Harvard, précise à son tour : « Nous n'avons pas produit suffisamment de diplômés pour alimenter la demande en travailleurs hautement qualifiés ».

Il semblerait donc que tous identifient l'Education comme le facteur le plus éminent dans la lutte contre les inégalités.

Mais leur foi est-elle fondée ? L'Ecole peut-elle vraiment tout ? L'Education suffira-t-elle, seule, à réduire le fossé socio-économique qui s'élargit au sein de la population ? Les preuves sont rares nous dit l'auteur.

Sur le plan rhétorique, les slogans fonctionnent à merveille. Sur le plan politique, les choses sont moins nettes.

Rien n'indique qu'il soit possible de mettre tout le monde sur un pied d'égalité une fois franchies les portes des établissements scolaires. Un grand nombre d'études indiquent que, déjà avant l'entrée à l'école, les enfants issus de milieux pauvres accusent un retard par rapport à ceux venant de milieux plus favorisés. Quand elle est efficace, l'Ecole parvient à empêcher que le fossé ne s'élargisse, elle ne le réduit pas. L'Education compte pour 15% dans les résultats des élèves, leur environnement socio-culturel pour 60% .

La conclusion que tire Kristoff de cet état de fait, est que pour permettre aux enfants pauvres de réussir à l'Ecole, il faut les aider à sortir de leur pauvreté. Comment ?

Car, un autre facteur entre en jeu, il ne faut surtout pas l'oublier, c'est celui du marché du travail, celui dans lequel chacun doit s'insérer indépendamment de sa formation ; et la nature de ce marché n'est pas sans conséquences.

Il faut savoir que d'ici 2018, aux EU on recrutera d'abord des caissiers, des vendeurs, des serveurs, des infirmiers, des préparateurs alimentaires et des employés de bureau. En dehors du métier d'infirmier, les métiers qui viennent d'être cités requièrent-ils une formation universitaire de haut niveau ? Tout au plus une formation brève quand elle ne se fait pas sur le tas !

Un emploi sur 4, selon le Bureau américain des Statistiques du Travail, nécessitera une formation universitaire.

Quant aux salaires qui leur sont liés, toujours mis à part le métier d'infirmier, ceux-ci ne rémunèrent pas suffisamment pour se maintenir très loin du seuil de pauvreté (environ l'équivalent de 12250 €)

A l'évidence, quelles que soient les réformes qui pourraient être mises en place, ce type de travail n'est pas prêt de disparaître. Il n'y a donc aucune raison pour que tout le monde passe par l'Université, même si la formation universitaire comporte incontestablement des vertus autres qu'économiques, mais ce n'est pas ici notre propos.

Il n'y a donc aucune raison pour que les salaires soient meilleurs ; et ce sont justement eux qui élargissent les inégalités socio-économiques.

Il faut préciser que cet article a été écrit dans le contexte du mouvement OWS (occuper Wall Street) ; les seules revendications des occupants étaient l'obtention de remises de dettes qu'ils avaient contractées pendant leurs études et que faute de travail suffisamment rémunéré, ils se trouvaient dans l'impossibilité de rembourser.

Quelle solution faut-il alors envisager ?

Si les zéloteurs de l'Education-comme-solution-aux-inégalités parvenaient à imposer leur vision des choses, leur combat conduirait vraisemblablement quelques dizaines de milliers d'enfants pauvres à obtenir un diplôme, puis un emploi bien rémunéré, ce qui est très bien incontestablement, mais il ne faut pas oublier que le nombre d'emplois disponibles pour les diplômés ne varie pas en fonction du niveau d'éducation de la population active.

Cela revient donc à dire que pour chaque personne pauvre obtenant un diplôme et l'emploi bien rémunéré qui va avec, un enfant de classe plus aisée devra accepter un poste moins bien payé ! Pourquoi pas dans l'absolu, la seconde catégorie trouvera toujours le moyen de s'en sortir !

Donc, en se focalisant sur l'amélioration de l'éducation, il semble qu'une autre solution aux inégalités soit oubliée : celle qui consisterait à mieux rémunérer les emplois nécessitant moins de diplômes de haut niveau, mais dont nous avons besoin. Que chacun puisse vivre décemment avec son salaire : se loger correctement, se nourrir tout aussi correctement (ce qui éviterait peut-être les problèmes de santé publique que nous connaissons) se vêtir bien sûr, mais aussi avoir des loisirs !

Il faudrait aussi se souvenir qu'en 1963, lorsque M. Luther King prononçait à Washington son célèbre discours « Je fais un rêve », dans la rue les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on lisait « Des emplois et la liberté ». Des emplois, pas des diplômes ! Dans la lutte pour l'égalité, la question sociale est primordiale parce que cruciale « combien de postes de travail, pour quel salaire, pour qui ?

**CONTRE LES INEGALITES, L'EDUCATION S'AVERE DONC ETRE
UNE PANACEE ILLUSOIRE.**